

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail- Patrie

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work- Fatherland

MINISTRY OF TERRITORIAL
ADMINISTRATION AND DECENTRALIZATION

5^{ème} SESSION DE LA PLATEFORME MONDIALE SUR LA REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

(Cancun, Mexique, 22-26 mai 2017)

DECLARATION DE M. MARTIN A. MBENG, AMBASSADEUR DU
CAMEROUN AU BRESIL

❖ *Monsieur le Président ;*

❖ *Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement ;*

❖ *Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;*

❖ *Excellences, Mesdames et Messieurs.*

Je voudrais tout d'abord au nom du Président de la République du Cameroun, **S.E. Paul BIYA**, **et au nom du** Gouvernement Camerounais adresser au Gouvernement du Mexique, mes vives félicitations, ainsi que celles de la délégation camerounaise, pour avoir pris l'initiative d'abriter cette 5^{ème} session de la plateforme mondiale sur la Réduction des Risques de Catastrophes.

L'opportunité qui nous est offerte de procéder à une évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des priorités définies dans le Cadre de Sendai,

traduit l'importance grandissante que nous consacrons tous à ce concept pour la sauvegarde de notre espace vital.

Se conformant à l'orientation stratégique ainsi définie, le Cameroun a organisé dès le mois de Mai 2015, la 7^{ème} session du Groupe de Travail Africain sur la Réduction des Risques de Catastrophes (AWGDRR), suivie par la 6^{ème} consultation régionale des Etats de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) sur la préparation et la réponse aux catastrophes. La première assise avait abouti à l'adoption de « La déclaration de Yaoundé sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai », jetant ainsi les bases d'une action concertée des pays africains en matière de Réduction des Risques de Catastrophes.

La deuxième assise quant à elle avait permis aux Etats **membres** de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, d'engager une profonde

réflexion sur la création dans chacun des pays, de Centres d'Opération d'Urgence (COU), outils qui constitueraient le **socle** d'un Système d'Alerte Précoce (SAP), **indispensable** à la prise rapide de décisions.

Au cours de ces mêmes assises, il avait été également recommandé **d'inscrire** à l'ordre du jour de la 26^{ème} session ordinaire de la **Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine**, un point sur le thème « Renforcer la résilience et le développement durable en Afrique par une bonne maîtrise de la stratégie Internationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes ».

Au plan national, nous avons poursuivi la mise en œuvre d'actions destinées à réduire les conséquences néfastes engendrées par certains risques récurrents, **à l'instar des** inondations et **de** l'insécurité alimentaire dans la partie septentrionale du **Cameroun**.

C'est ainsi que dans le cadre du projet d'appui à la Résilience des Populations aux Effets du Changement Climatique, il a été initié la cartographie des zones à risques dans la Région de l'Extrême-Nord. De même, nous avons poursuivi dans ce cadre l'élaboration des Plans d'Organisation des Secours destinés à une meilleure planification de la réponse en cas de situation de crise.

En outre, dans le cadre du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) mis en place en 2014 avec le concours de la Banque Mondiale et doté d'une enveloppe d'environ 125 millions de dollars, nous avons procédé à la réhabilitation des ouvrages hydrauliques et à la protection des périmètres irrigués de la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de la ville de Yagoua.

Il est également envisagé la mise en place de Systèmes d'Alerte Précoces dans des communes particulièrement vulnérables dans cette partie **de notre pays.**

Ces actions se greffent à celle établie au Lac Nyos, **dans la Région du Nord-Ouest du Cameroun**, où le processus de dégazage est toujours en cours depuis l'explosion **survenue en 1986 et qui avait** causé un **lourd bilan humain.**

Mesdames, Messieurs,

Comme conséquences entre autres des exactions commises par le groupe Boko Haram et de la persistance des crises sociopolitiques qui secouent certains pays voisins, le Cameroun connaît depuis 2013 un afflux important de réfugiés. La réponse concertée des pouvoirs publics et des partenaires a conduit à un relèvement efficace des défis humanitaires et écologiques qui mettent à mal

l'économie de la sous-région Afrique Centrale. Des Plans de Réponse Humanitaire ont été élaborés en 2016 et 2017 et des réflexions engagées vers une autonomisation des réfugiés.

Mesdames et Messieurs,

Malgré les efforts remarquables fournis par la communauté internationale, force est de constater que l'état des lieux de la Réduction des Risques de Catastrophes au plan global appelle à des actions encore plus vigoureuses, **les contraintes budgétaires** ayant fortement contrarié nos efforts.

Qu'il me soit donc permis en clôturant cette intervention, d'en appeler à plus d'engagement des Etats dans la culture de la résilience, l'investissement dans la résilience économique, sociale, culturelle et environnementale. **De cela dépend l'avenir de notre planète.**

Le Cameroun quant à lui ne ménagera aucun effort pour apporter une contribution significative au renforcement de la Stratégie de Réduction des Risques de Catastrophes, dans un élan de partenariat au plan sous-régional, régional et planétaire.

Je vous remercie de votre aimable attention./-